

CENSÉ ÉVITER LES COUPURES DE COURANT ESTIVALES DANS LE SUD

Retard dans le programme des centrales électriques

La vaste programme de réalisation de petites centrales de production d'énergie électrique à travers le sud du pays semble compromis et devra ainsi accuser un retard inquiétant.

Les promesses faites par le ministre de l'Energie et des Mines aux populations des zones désertiques ne seront pas tenues et les coupures d'électricité seront sans doute fréquentes pendant l'été prochain.

La Société algérienne de production de l'électricité (SPE) a déclaré, cette semaine, infructueux plusieurs appels d'offres relatifs à la réalisation de plusieurs centrales de production d'énergie électrique et relance le débat sur le programme élaboré par la Sonelgaz.

Ainsi, le projet de réalisation à Béni Abbès (wilaya de Bêchar) d'une centrale en turbines à gaz d'une puissance de 2x17mW est déclaré infructueux sans autres précisions. Idem pour le projet d'El Goléa

(wilaya de Ghardaïa), lancé en août 2012, pour la réalisation d'une centrale à turbines à gaz d'une puissance de 3x20mW. C'est également le cas pour le projet de lancement, à Tamanrasset, d'une centrale de 3x17mW. Le plus inquiétant encore est le report des projets de réalisation des centrales diesel sud. Ce programme concerne surtout des zones qui ne sont pas toutes connectées au réseau national.

Il s'agit surtout des projets promis pour la région de Tindouf, Hassi Khebbi, Oum Lassel qui ont été déclarés infructueux, tout comme ceux de la zone de Talmine, Aïn Belbel, Timiaouine et M'guiden, dans le sud de la wilaya d'Adrar. La compromission a touché également la wilaya d'Illizi qui devait réceptionner

des centrales diesel pour Djanet, Tin Alkoum, Bordj Omar Idriss et Debdeb.

Le programme devant alimenter en électricité la wilaya de Tamanrasset à travers les zones de Bordj Badji Mokhtar, Idless et Tin Zaouatine est également déclaré infructueux par la SPE.

Le report massif de ces procédures de passation de marchés inquiète à plus d'un titre. Outre le préjudice causé aux populations du Sud, l'infructuosité de ces appels d'offres interpelle les pouvoirs publics sur les difficultés de mettre en œuvre des programmes aussi ambitieux.

Le problème ne réside pas uniquement dans les procédures de passation de marchés, mais plutôt dans les délais de livraison imposés aux maîtres d'ouvrage.

Fodil B.



Photos : DR

Les projets de réalisation de centrales électriques tombent à l'eau.

BANQUE EXTÉRIEURE D'ALGÉRIE

Plus de six milliards de centimes volatilisés d'un DAB ?

Y a-t-il réellement un scandale au niveau de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) ? Selon une note adressée par l'inspection générale au premier responsable de ladite banque, un déficit d'une valeur de 66 000 000 de centimes a été découvert dans une agence bancaire, dont le siège est situé à El Harrach.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Au niveau de la direction générale de la Banque extérieure d'Algérie, on ne veut ni infirmer ni confirmer l'information. Or, selon une source sûre, le président-directeur général (P-dg) de la Banque extérieure d'Algérie aurait demandé au premier responsable de l'inspection générale de «faire toute la lumière sur cette affaire, avant que des mesures appropriées ne soient prises à cet effet». La démarche du patron de la banque est des plus légitimes étant donné l'énigme entourant cette affaire. En effet, le déficit enregistré à la date du 30 septembre 2011 fait ressortir, selon notre source, un manque à gagner de six milliards six cent millions de centimes. Selon une note adressée



Le vol a eu lieu à l'intérieur même de l'agence bancaire.

au président-directeur général de la BEA et dont *le Soir d'Algérie* détient une copie, il ressort que ce «déficit a été enregistré au niveau

du distributeur automatique de billets (DAB) installé au niveau de ladite agence». Or, le document en question ne précise pas «l'origi-

ne de ce détournement» ou encore moins «la stratégie mise en place pour «assurer» le vol de cette importante somme d'argent».

Une autre question se pose : S'agit-il réellement d'un «hold-up» qui a eu lieu au niveau du DAB ? Une question toute légitime, sachant que l'utilisation de ce moyen de paiement est mis exclusivement à la disposition de toute personne disposant d'une carte à puce destinée au retrait d'argent. Si c'était le cas, en combien de temps a eu lieu le détournement ? Sachant que la réglementation en vigueur plafonne le retrait de l'argent au niveau des DAB relevant des banques, à hauteur de 50 000 DA, alors que ceux situés au niveau des agences postales à hauteur de 20 000 DA.

L'autre hypothèse avancée par les observateurs est celle relative à un éventuel «vol» qui a eu lieu à l'intérieur-même de l'agence bancaire. Des questions qui restent pour le moment sans réponses, en attendant que toute la lumière soit faite par l'inspection générale, telle que demandée par le patron de la BEA.

A. B.

SCI MARKET TRENDS EST PRÉSENTE EN ALGÉRIE DEPUIS 2010

Centre de formation ou intermédiaire en Bourse

Une entreprise jordano-algérienne permet à ses clients de faire des placements sur le marché mondial des devises. Simple institut de formation, SCI Market Trends ne dispose pourtant pas d'agrément pour ce type d'activité.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Simple institut de formation ou intermédiaire financier spécialisé dans les placements sur la Bourse mondiale des devises ? Le statut SCI Market Trends est assez flou. Installée à Dely-Ibrahim, l'entreprise jordano-algérienne a débuté ses activités en 2010. Officiellement, elle est chargée de former des «traders», des opérateurs en Bourse. SCI Market Trends propose deux formules de formation. La première est une présentation du Forex, le marché international des changes.

Les participants apprennent à connaître les règles de base de cette plate-forme mondiale. Cette première formule est totalement gratuite. La seconde, dénommée Golden, est payante.

En contrepartie de 50 000 DA, les participants suivent une formation d'une quinzaine de séances au terme de laquelle ils apprendront à maîtriser le jargon ainsi que les techniques

d'achat et de vente de devises via internet.

Bonus

Ce n'est pas tout puisqu'ils ouvrent droit à un compte Forex contenant 500 dollars américains qui leur permet de faire des placements sur la plate-forme. «Ce bonus de 500 dollars, soit 500 points, n'est pas la contrepartie des 50 000 DA. C'est une somme mise à la disposition des nouveaux traders par notre partenaire américain Horizon à titre purement promotionnel. Ce n'est pas un transfert d'avoirs vers l'étranger», explique Anas Qashou, directeur général de SCI Market Trends, que nous avons rencontré mardi au siège de son entreprise. Selon lui, les spéculateurs algériens ont la possibilité de rapatrier leurs bénéfices en toute légalité. «Pour la phase de rapatriement, il suffit d'ouvrir un compte dans une banque algérienne. L'argent est transféré en devise mais le bénéfi-

ciaire le perçoit en monnaie locale. Il reçoit également un document pour justifier auprès de la banque et des autorités algériennes la provenance de cet argent. Il n'y a donc rien d'illégal, tout est transparent», insiste Anas Qashou. Mais il ne pourra dissimuler sa gêne lorsque sera abordé le statut juridique de son entreprise. «Effectivement, SCI Market Trends est un centre de formation. Mais nous pouvons investir dans d'autres activités commerciales, c'est inscrit dans notre registre due commerce», dira-t-il. SCI Market Trends dispose-t-elle d'un agrément de la part de la Banque d'Algérie pour ses activités dans le cadre de la Forex ? «Non, nous n'avons pas d'agrément de la Banque d'Algérie. Mais les autorités algériennes sont au courant de nos activités. Nous avons reçu la visite des services de sécurité et du ministère des Finances. Nous n'avons rien à nous reprocher car tout est légal», a-t-il indiqué.

Démarchage

Mais il semble que SCI Market Trends ne se limite pas uniquement à

«initier» les Algériens au boursicotage en ligne. En effet, plusieurs personnes ont été contactées par des commerciaux de cette entreprise pour «placer» des sommes très importantes. C'est notamment le cas d'une dame qui a été approchée après avoir publié une annonce dans un journal pour mettre en location un bien immobilier. «J'ai reçu un appel téléphonique d'une commerciale qui m'a longuement expliqué que je pouvais gagner de l'argent en allant sur la Bourse. Elle m'a demandé de me présenter au siège de Market Trends pour une présentation plus détaillée. J'ai accepté par curiosité», raconte notre témoin.

«A titre d'introduction, la jeune fille m'a indiqué que je pouvais suivre deux premières formations, dont une de 50 000 DA. Mais pour elle, il était plus intéressant d'opter pour une formule adaptée à mon statut.

Celle-ci consiste à confier une certaine somme à Market Trends qui sera ensuite chargée de la placer sur le Forex avec un bénéfice net de 5 à 7%.

La mise de départ étant de 500

000 DA, soit 50 millions de centimes. D'après elle, Market Trends gère ainsi les portefeuilles de plus de 2 000 personnes. Elle a également insisté sur le fait que le procédé n'est pas illégal ni même interdit sur le plan religieux.» Interpellé sur le cas de cette dame, Anas Qashou a semblé, une nouvelle fois, gêné. «C'est absolument impossible. Nous ne faisons pas de démarchage par téléphone», a-t-il répliqué. «Il est peut-être possible qu'un de nos agents ait pris, à titre personnel, l'initiative de contacter des clients. Ou alors, cette cliente a mal compris nos propositions. Il n'y a pas d'autre explication», a ajouté Anas Qashou.

Si Market Trends propose réellement une formule pour permettre de spéculer sur le Forex, par quel mécanisme le centre de formation parvient-il à convertir les sommes en dinars en devises ?

La conversion se fait-elle au niveau d'une banque ou sur le marché parallèle ? Par quelles voies les sommes sont-elles transférées ?

T. H.